



Les personnels ATSS en première ligne pour gérer la pénurie.

COMMUNIQUÉ

Lors de la rentrée de septembre 2022, la CGT Éduc'action a dénoncé le manque de personnels à tous les niveaux de l'Éducation nationale.

Et certaines situations perdurent quoi qu'en pense le ministre. En effet, les personnels ATSS n'ont pas bénéficié de moyens supplémentaires. Aujourd'hui les services sont exsangues sur tout le territoire.

Le manque des personnels et de moyens est flagrant comme en attestent les nombreux exemples.

Dans les rectorats, par suite d'erreurs d'orthographe sur le parchemin du CAP, les services doivent refaire les diplômes avec une difficulté supplémentaire lorsque les diplômé·es ont quitté le système scolaire. Il faut réimprimer le document, téléphoner aux intéressé·es et renvoyer le nouveau quand le précédent est retourné. Ces tâches se cumulent aux autres à un moment où les services sont déjà en tension : suivi des élections professionnelles, inscriptions aux examens, mise en place de la nouvelle base de gestion des agent·es RenoIRH, nouvelle session de CAP à la suite de l'arrêt du Conseil d'État concernant la disparition du BEP sans information spécifique... Dans l'académie de Lyon, un service tente de fonctionner avec 2 personnes pour assurer le travail de 11... Impossible !

Dans les établissements scolaires, certaines collectivités comme en Ile-de-France par exemple, ont décidé de prélever sur les fonds de réserves ne laissant que 3 mois de fonctionnement aux établissements. Avec l'inflation galopante à tous les niveaux, ces 3 mois d'avance ne seront pas suffisants. Dans l'académie Aix-Marseille ce sont les fonds sociaux qui sont diminués laissant seul·es les agent·es devant répondre aux demandes des familles les plus démunies financièrement. La mise en place de la loi 3DS, en janvier prochain, plaçant les adjoint·es gestionnaires sous la double autorité Collectivités-État ne manquera pas de générer de nouvelles dissensions préjudiciables au fonctionnement serein des établissements et du quotidien des personnels et élèves.

Ces dégradations de conditions de travail génèrent une perte de sens du métier et à terme un manque d'attractivité.

La CGT Éduc'action continue de demander un plan d'urgence pour l'Éducation nationale et ses personnels autour des deux axes : recrutement massif pour répondre aux besoins et reconnaissance du travail avec une augmentation immédiate de 400€ pour tous les personnels et des nouvelles grilles salariales pour toutes les catégories.

Montreuil, le 25 novembre 2022